



La finance et les affaires, ennemies du développement durable?

L'industrie de la guerre et de la sécurité, constitue en soi un facteur de dissuasion majeur du développement durable

Par [Prof. Jacques Prescott](#)

Mondialisation.ca, 11 décembre 2017

Thème: [Économie](#), [Environnement](#), [Militarisation](#)

L'économie est considérée par les théoriciens du développement durable comme un outil, un moyen de parvenir à la durabilité [1]. Bien que tous les États membres des Nations unies aient adopté en 2015 dix-sept objectifs globaux de développement durable à l'horizon 2030 «pour assurer la paix et la prospérité pour les peuples et la planète», [2] le financement des actions nécessaires à l'atteinte de ces objectifs tarde à se concrétiser. [3] Pourtant les ressources financières n'ont jamais été aussi abondantes dans le système économique mondial.

Les priorités de l'économie néo-libérale centrées sur l'enrichissement de quelques privilégiés sont en fait contraires au bien-être collectif. Les principaux acteurs économiques ferment les yeux devant les effets socio-environnementaux tragiques de leurs pratiques et se conduisent en ennemis du développement durable. Les banques et les systèmes financiers, les régulateurs du commerce, les sociétés privées et les autorités politiques ont pourtant un rôle incontournable à jouer et une responsabilité à assumer si nous voulons réussir sur cette voie. Comme le souligne l'ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne), l'un des principaux défis est donc d'utiliser les leviers politiques, économiques et financiers, qu'ils soient déjà disponibles ou qu'il faille les inventer, pour accélérer sans attendre une transition vers des investissements plus responsables. [4]

Endettement et faillites

En Europe et en Amérique, les politiques des banques centrales sont dictées par les lobbies des banques privées. [5] [6] Les cadres économiques actuels favorisent un accès facile au crédit, entraînant une surconsommation et des niveaux d'endettement scandaleux. Selon l'Institut de la finance internationale, [7] l'endettement public et privé des 44 pays les plus riches a atteint 235% du PIB en 2017 alors qu'il était de 190% en 2007. Les gouvernements et les populations deviennent les otages des banques et de leur système monétaire frauduleux. En inondant le marché de billets [8] (procédé appelé assouplissement quantitatif) dont la valeur est fondée sur la dette des États et en offrant des taux d'emprunt très faibles, voire négatifs, la Banque centrale européenne, suivant en cela l'exemple de la Réserve fédérale américaine [9] et de la Banque centrale du Japon, [10] risque d'entraîner l'économie européenne dans un marasme «nucléaire». [11] L'effondrement du secteur bancaire en 2008, principalement causé par la politique de taux d'intérêt bas, d'argent facile, de prêts hypothécaires à risque et de la réglementation bancaire inadéquate de la

Réserve fédérale américaine, [12] [13] a entraîné la faillite de milliers de ménages. Ces dernières années, le taux de faillite des banques privées à travers le monde a atteint un sommet inégalé au détriment de nombreux petits épargnants. [14] [15]

Même si le monde de la finance prône depuis quelque temps l'investissement responsable [16] et l'économie verte, [17] [18] sa contribution au développement durable est plutôt désastreuse. Cela a conduit l'ONU et la Banque mondiale à publier en novembre 2017 une feuille de route qui propose «une approche intégrée pouvant être utilisée par tous les acteurs du secteur financier – publics et privés – pour accélérer la transformation vers un système financier durable.» [19] Le Programme des Nations unies pour un investissement responsable a aussi mis en évidence le peu d'empressement des conseillers financiers à promouvoir l'investissement responsable et l'absence de prise en compte des questions environnementales et sociales dans les décisions d'investissement. [20] En 2017, le marché des obligations vertes représente à peine 0,1% du volume du marché obligataire international évalué à près de 100 000 milliards de dollars. [21] Le milieu financier prendra-t-il de lui-même des mesures efficaces contre la déréglementation, [22] l'évasion fiscale, [23] [24] la manipulation des marchés à grande échelle, [25] les fonds vautours, [26] la corruption [27] et le blanchiment d'argent? [28] S'astreindra-t-il à intégrer les impacts environnementaux et sociaux dans ses choix d'investissement? À moins qu'on ne l'y oblige, il est permis d'en douter.

Surconsommation et surexploitation

Motivé par le gain à court terme et l'argent facile, le secteur des affaires inonde les consommateurs de publicité tapageuse faisant la promotion de styles de vie discutables et de produits bon marché et encourage la surconsommation et le gaspillage. Le recours à la corruption pour accéder aux marchés et aux ressources, l'évasion fiscale, la cartellisation, [29] la délocalisation des emplois industriels [30] et l'exploitation sociale des travailleurs [31] ne sont que quelques-unes des pratiques insoutenables et inacceptables qui sévissent dans ce secteur. Malgré son engagement envers les objectifs de développement durable de l'ONU [32] et l'adoption de normes de gestion sociale [33] et environnementale, [34] le monde des affaires n'a pas encore développé et mis en œuvre un modèle de croissance vraiment responsable.

Commerce inéquitable

De même, le commerce et les échanges internationaux sont contrôlés par des multinationales avides d'accords de libre-échange qui étendent leur hégémonie aux dépens des petits producteurs locaux. [35] Il est bien connu que les petits États insulaires producteurs de canne à sucre auraient tout simplement besoin d'un prix équitable pour que leur production devienne économiquement viable. [36] Quand l'Organisation mondiale du commerce intégrera-t-elle véritablement l'équité dans son processus décisionnel? Quand agira-t-elle efficacement contre les cartels illégaux et le dumping commercial?

Sécurité à tout prix

Le complexe militaro-industriel, l'industrie de la guerre et de la sécurité, constitue en soi un facteur de dissuasion majeur du développement durable. Ce secteur industriel a de solides antécédents d'inflation des menaces à la sécurité. Dans son ouvrage, *Indefensible – Seven Myths That Sustain the Global Arms Trade*, [37] Paul Holden décrit comment l'industrie de la défense, les militaires, les dirigeants politiques et une presse accommodante peuvent

s'entendre pour amplifier indûment les menaces à la sécurité, justifier les interventions militaires, poursuivre des politiques étrangères spécifiques et détourner massivement les ressources financières vers les industries et les individus qui seront payés pour désamorcer la menace. L'augmentation mondiale des budgets militaires observée ces dernières années s'est faite au détriment d'investissements sociaux et environnementaux tellement plus nécessaires (une hausse de 43,6% depuis 2000 aux États-Unis seulement pour atteindre 611 milliards US\$ en 2016; [38] selon une étude de l'Université Brown du Rhode Island publiée en 2017, 5 600 milliards US\$ ont été dépensés pour les guerres américaines en Irak, en Syrie, en Afghanistan et au Pakistan, les anciens combattants et la sécurité intérieure depuis 2001 [39]). Plusieurs sont d'avis que l'activité militaire des États-Unis et des autres membres de l'OTAN menée sous de faux motifs humanitaires aurait pour principaux objectifs de protéger leur hégémonie économique, d'éliminer la concurrence et d'asservir les peuples en déstabilisant et détruisant les pays émergents. [40] [41] [42] [43]

Le FMI et la Banque mondiale, des freins au développement durable? [44]

En 1971, peu après la décision des USA de mettre fin au Système monétaire international en dissociant le dollar de l'étalon-or (du coup le dollar US n'était plus convertible en or), [45] le FMI et la Banque mondiale se voient investis d'une nouvelle mission : imposer aux pays en développement la libéralisation de leur économie en fixant comme conditionnalité à l'octroi de tout prêt l'adoption d'une série de mesures d'ajustement structurel néo-libérales. Réduction des dépenses de l'État, privatisation des entreprises nationales, dévaluation de la monnaie locale (laisser flotter la devise), réorientation de l'économie nationale vers les exportations, vérité des prix (éliminer les subventions), baisse des salaires, adoption d'un cadre légal favorisant le respect des droits de propriété privés...

Bien qu'en apparence fort louables, ces mesures s'avèrent inefficaces puisqu'elles entraînent nécessairement une perte d'autonomie financière des pays concernés, une réduction des services publics et un appauvrissement de la population en général au bénéfice d'une élite; tout le contraire d'un développement durable.

Pour une éthique du développement

L'endettement chronique des États, les pratiques financières douteuses ou carrément illicites, le commerce inéquitable et le détournement massif des fonds publics au profit de l'industrie militaire expliquent en bonne partie pourquoi il est si difficile de financer les actions favorisant un développement durable. Comme le souligne l'économiste Rodrigue Tremblay dans son livre *Le Code pour une éthique globale*, l'humanité a besoin d'un sérieux coup de morale pour continuer sa marche vers un progrès continu et une liberté accrue. [46] Le monde de la finance, des affaires et de la politique souffre d'un manque de moralité. Son engagement envers le développement durable doit s'appuyer sur une éthique universelle visant une amélioration véritable de la qualité de vie des gens et du bien-être collectif. Une éthique que nos dirigeants politiques ont la responsabilité de traduire en prescriptions concrètes.

Jacques Prescott

[1] «Les instruments économiques, en modifiant les prix et les signaux du marché, permettent de décourager certains modes de production et de consommation et d'en encourager d'autres diminuant ainsi la dégradation de l'environnement».

http://www.rncreq.org/images/UserFiles/files/2014-10-21_M%C3%A9moire_Commission_Fiscalit%C3%A9.pdf

[2] <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

[3] <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=40157#.Wiqup0ribIU>

[4] <https://france.attac.org/IMG/pdf/rapportfinancevertevf.pdf>

[5] <http://www.postedeveille.ca/2016/09/trudeau-la-grande-trahison.html>

[6] Canada's Money Problem - Who Changed the Bank of Canada's Policies in 1974 and Why?

<https://canadaundernewstyranny.wordpress.com/2014/08/30/canadas-money-problem-who-changed-the-bank-of-canadas-policies-in-1974-and-why/>

[7] <https://www.iif.com/>

[8]

<https://qz.com/754103/central-banks-are-printing-money-as-though-the-global-economy-is-in-freefall/>

[9]

<https://www.businessbourse.com/2016/09/06/usa-de-leconomie-industrielle-a-leconomie-de-la-planche-a-billets-lincroyable-declin-de-lindustrie-americaine/>

[10]

http://plus.lapresse.ca/screens/be203cab-5da2-4359-87c7-4e4664956cd8__7C__ot7DLjmdGLG.html

[11]

http://www.lepoint.fr/economie/la-bce-prete-a-appuyer-sur-le-bouton-nucleaire-de-la-politique-monetair-e-20-01-2015-1897908_28.php#

[12] Tremblay, R. 2008. Questions et réponses concernant l'actuelle crise financière. [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca), 24 janvier 2008.

<https://www.mondialisation.ca/questions-et-r-ponses-concernant-l-actuelle-crise-financi-re/7885>

[13] Tremblay, R., 2013. *The Fed's Monetary Policy of Zero Interest Rates*. Global Research, March 05, 2013. <https://www.globalresearch.ca/the-feds-monetary-policy-of-zero-interest-rates/5325258>

[14]

<http://www.wikistrike.com/2015/06/plusieurs-banques-europeennes-font-faillite-dans-le-silence-assourdissant-des-medias-francais.html>

[15]

<http://www.agefi.fr/banque-assurance/actualites/video/20171024/declin-banques-se-poursuit-dans-finan-ce-europeenne-230391>

[16] Voir à ce sujet le programme de l'ONU sur l'investissement responsable: <https://www.unpri.org/>

[17] <https://www.cairn.info/revue-reflets-et-perspectives-de-la-vie-economique-2012-4-page-97.htm>

[18] <https://france.attac.org/IMG/pdf/rapportfinancevertvf.pdf>

[19] UN Environment and the World Bank Group, 2017. *Roadmap for a Sustainable Financial System*. http://unepinquiry.org/wp-content/uploads/2017/11/Roadmap_for_a_Sustainable_Financial_System.pdf

[20] file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/PRI_Investment-consultant-services-review.pdf

[21] <https://france.attac.org/IMG/pdf/rapportfinancevertvf.pdf>

[22] «La croyance dans l'autorégulation pour remplacer la réglementation a clairement failli». Jeffers, E. & J.-P. Pollin, 2012. *Déréglementation bancaire des années 1980 et crise financière*. *Revue d'économie financière* 2012/1 (N° 105) : 103-114.
<https://www.cairn.info/revue-d-economie-financiere-2012-1-page-103.htm>

[23] Plus de la moitié des transactions financières internationales passent par les paradis fiscaux, et sont soustraits aux impôts nationaux. Voir : Sainteville, M. 2011. *Les paradis fiscaux dans la mondialisation boursière*. *Espace politique* 15/2011-3. <https://espacepolitique.revues.org/2180>

Ce qui représentait 5 300 milliards de dollars par jour en avril 2013 selon la Banque des règlements internationaux cf.
<http://bourse.lefigaro.fr/devises-matieres-premieres/actu-conseils/devises-5300-milliards-de-dollars-echanges-chaque-jour-491677>)

[24] <http://ici.radio-canada.ca/emissions/enquete/2013-2014/evasion-fiscale/#Introduction>

[25] Zero Hedge, 2016. *Every Single Bloody Market Is Manipulated*.
<http://www.zerohedge.com/news/2016-04-14/markets-are-manipulated>

[26] Vivien, R. & A. Penasse, 2017. *Les fonds vautours : Dépeceurs des peuples*. *Mondialisation.ca*, 20 mars 2017. <https://www.mondialisation.ca/les-fonds-vautours-depeceurs-des-peuples/5580875>

[27] http://international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/peace_security-paix_securite/corruption.aspx?lang=fra

[28] <http://www.chambresf.com/fr/info-deonto/gestion-des-dossiers/lutte-au-blanchiment-dargent/lutte-au-blanchiment-dargent-et-au-financement-des-activites-terroristes/>

[29] Escande, P. 2017. *Concurrence : la cartellisation du monde est en marche*.
http://www.lemonde.fr/economie/article/2017/09/22/concurrence-la-cartellisation-du-monde-est-en-marche_5189683_3234.html

[30] Hurteau, P. 2009. *Mondialisation et délocalisations d'emplois*. Rapport de recherche IRIS/CISO.
https://www.ciso.qc.ca/wordpress/wp-content/uploads/Rapport_CISO_IRISv9.pdf

[31] Beatson, J. & J. Hanley, 2015. *L'exploitation des travailleurs étrangers chez nous. Examen de l'exploitation de la main-d'œuvre et du travail forcé au Canada*.
http://cjf.qc.ca/wp-content/uploads/2017/08/Exploitation_des_travailleurs_etrangers_chez_nous-CATHII_aout2017.pdf

[32] <http://www.wbcds.org/Overview/Resources/General/CEO-Guide-to-the-SDGs>

- [33] https://www.iso.org/files/live/sites/isoorg/files/archive/pdf/fr/discovering_iso_26000.pdf
- [34] <https://www.iso.org/fr/iso-14001-environmental-management.html>
- [35] <file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/grain-5801-nouveaux-accords-de-libre-echange-la-normalisation-de-la-brutalite-des-chaines-d-apvisionnement-mondiales.pdf>
- [36] Nations unies, 2005. *Rapport de la réunion internationale chargée d'examiner la mise en œuvre du programme d'action pour le développement durable des petits états insulaires*. Port-Louis (Maurice), 10-14 janvier 2005. Page 90.
- [37] Holden, P., 2017. *Indefensible – Seven Myths That Sustain the Global Arms Trade*. Zed Books, U.K.
<https://www.theguardian.com/global-development/2017/mar/20/how-the-arms-industry-trades-on-our-fear-of-terrorism-book-paul-holden-indefensible>
- [38] Beaudoin, D. 2016. *Quels pays ont le plus augmenté leur budget militaire? La réponse en carte*. Radio-Canada, 20 mai 2016.
<http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/782687/evolution-depenses-militaires-monde-carte>
- [39] Crawford, N.C., 2017. *United States Budgetary Costs of Post-9/11 Wars through FY2018: A Summary of the \$5.6 Trillion in Costs for the US Wars in Iraq, Syria, Afghanistan and Pakistan, and Post-9/11 Veterans Care and Homeland Security*. Watson Institute, Brown University.
http://watson.brown.edu/costsofwar/files/cow/imce/papers/2017/Costs%20of%20U.S.%20Post-9_11%20NC%20Crawford%20FINAL%20.pdf
- [40] Voir par exemple : Ganser, D. 2007. *Les armées secrètes de l'OTAN*. Éditions Demi-Lune.
- [41] http://www.alterinfo.net/Les-CAUSES-des-GUERRES_a1524.html
- [42] Chomsky, N. 2002. *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*. Éditions Agone.
- [43] Chossudovsky, M. 2002. *Guerre et mondialisation: La vérité derrière le 11 septembre*. Éditions Éco-société.
- [44] Pour une analyse plus détaillée, voir :
<https://minarchiste.wordpress.com/2010/11/24/les-programmes-d%E2%80%99ajustements-structurels-du-fmi-et-de-la-banque-mondiale/>
- [45]
http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/08/29/le-dollar-n-est-plus-convertible-en-or_1563821_3232.html
- [46] Tremblay, R. 2009. *Le Code pour une éthique globale*. Éditions Liber.

Jacques Prescott est consultant en biodiversité et développement durable et professeur associé à la Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi

Articles Par : [Prof. Jacques Prescott](#)

A propos :

Jacques Prescott, M.Sc. est consultant international et professeur associé à la Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi; ex-fonctionnaire au ministère de l'Environnement, il a été au cœur de la démarche de développement durable du Québec.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca